

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

1 Rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

Références : 12-CARMIN-2025-45
Code AIOT : 0006800186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement NEXSTONE implanté Puech Hiver 12330 Salles-la-Source. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans cadre d'une demande de renouvellement d'autorisation. NEXSTONE souhaite renouveler son autorisation d'exploiter, et étendre à l'Est sur une superficie d'environ 8 ha, l'emprise actuelle de la carrière , pour une durée de 20 ans. La production maximale serait similaire à l'actuelle (300 000 t/an maximum). La cote minimale d'extraction serait similaire à l'actuelle (545 m NGF). Un surcreusement localisé d'environ 5 m (cote de 540 m NGF) serait réalisé au niveau de la fosse d'extraction pour permettre la récupération des eaux pluviales dans un bassin étanchéifié. Les rubriques actuelles ICPE (2510, 2515 et 2517) seraient conservées, ainsi que l'accueil sur site de matériaux inertes extérieurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- Puech Hiver 12330 Salles-la-Source
- Code AIOT : 0006800186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière "Puech Hiver" est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 pour une durée de 20 ans. Sa production maximale autorisée est de 300 000 tonnes par an. Elle a fait l'objet, en 2021, d'un arrêté préfectoral complémentaire autorisant l'approfondissement du carreau actuel sans modification du rythme et du volume autorisé.

Elle a également fait l'objet en 2023 d'un arrêté préfectoral complémentaire actualisant les conditions d'exploitation (phasage) et prolongeant l'autorisation d'exploiter de 2 ans. Et en 2025 un arrêté préfectoral complémentaire de prolongation de 12 mois a été autorisé, portant l'autorisation d'exploiter au 28 juillet 2026.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 1	Sans objet
2	Affichage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 7	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 12.3	Sans objet
4	Protection visuelle	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 12.6	Sans objet
5	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 20	Sans objet
6	Eaux rejetées canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de n...	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 22.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière était en activité au jour de la visite.

L'inspection n'a mis en évidence aucune non-conformité.

L'ensemble du site est entretenu, clôturé et l'accès est équipé d'un portail.

Les dispositifs de signalisation (sécurité, information et circulation) sont présents et lisibles.

Les points contrôlés, notamment au niveau de la gestion des eaux de ruissellement, montrent au niveau du bassin de décantation central des résultats d'analyses conformes aux seuils réglementaires.

Le plan d'exploitation comporte tous les éléments prescrits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état coordonnée
Prescription contrôlée : [...]Dès le début des travaux d'extraction sur la parcelle n° 195, la parcelle n° 280 n'est plus exploitée et est remise en état dans un délai de 5 ans, conformément aux éléments énumérés dans le dossier d'étude d'impact.
Constats : La parcelle n° AV280 située au Nord Ouest du site, et d'une surface de 5haa fait l'objet d'une remise en état conforme au dossier (prairie). Un dossier de déclaration de cessation partielle d'activité sur cette parcelle est en cours d'instruction auprès d'un organisme agréé. Ce dossier de cessation inclus également la parcelle cadastrale AT 194, d'une surface de 572 m ² (parcelle n'ayant jamais fait l'objet d'une quelconque activité). Soit une cessation pour une superficie totale de 50 572 m ² (5 ha 5a 72ca).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none">son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'ensemble des panneaux est maintenu en bon état.
Constats : L'affichage faisant mention de l'identité de l'exploitant, ainsi que la référence de l'autorisation est présent au niveau de l'accès du site. Le panneau est lisible et en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 12.3
Thème(s) : Situation administrative, Extraction
Prescription contrôlée :

<p>L'extraction portera sur la totalité du gisement de calcaire et sera située entre les cotes 560 m NGF à 600 m NGF. À compter du 1 juin 2021, l'extraction du gisement est comprise entre les cotes 545 m NGF et 600 m NGF avec la création d'un à 2 fronts supplémentaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation, montre un respect des côtes d'extraction (comprise entre 545 m NGF et 600 m NGF). Le phasage au niveau de la zone d'extraction, avec la création de 2 fronts supplémentaires est respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Protection visuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 12.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Paysager</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour limiter l'impact visuel depuis la RD85. Une haie végétalisée est maintenue le long du chemin qui borde la carrière au Sud-Ouest.</p>
<p>Constats :</p> <p>La haie végétalisée le long du chemin qui borde la carrière au Sud-Ouest a été conservée. La haie végétalisée pour limiter l'impact visuel depuis la RD85 a été créée, elle est composée d'arbres (jeunes) et d'arbustes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Registres et plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 20</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1 000ème ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> . les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, . les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, . les cotes NGF des différents points significatifs, . les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, . la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 18 ci-dessus.
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation en date du 01/12/2025 présenté par l'exploitant, est conforme à la prescription précitée. Y sont matérialisés, les limites de l'exploitation, ainsi que la bande de 50 mètres, les bords des</p>

fouilles, les cotes NGF des différents points significatifs, et les zones de remises en état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux rejetées canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de n...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 22.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet

Prescription contrôlée :

22.21. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le PH est compris entre 5,5 et 8,5
- la température est inférieure à 30° C
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105)
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101)
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90-114).

Constats :

Les eaux de ruissellement de la zone d'extraction située à l'Est de la carrière, s'infiltrant de façon diffuse.

Les eaux de ruissellement de la zone Ouest du site (plateforme technique et de transit, locaux, pistes) sont canalisées via des fossés, en direction d'un bassin de rétention imperméabilisé d'une contenance de 4 000 m³ présent à l'entrée du site. Les eaux collectées sont recyclées (arrosage des pistes, laveur de roues, etc.).

Ce bassin est équipé d'une surverse qui dirige en cas de débordement les eaux vers un puisard. Toutefois, depuis la mise en place du bassin, compte tenu de son volume, la surverse n'a jamais été sollicitée.

Il n'y aura aucun rejet direct vers le milieu naturel.

L'exploitant assure un suivi de la qualité des eaux du bassin de rétention, le résultat des analyses 2025 sont conformes aux seuils réglementaires :

Paramètres	Valeurs seuils	Résultats analyses du bassin
PH	entre 5,5 et 8,5	8,2
Température	30°C	24,3 °C
Matières en suspension totale	35 mg/l	14 mg/l

totale		
Demande chimique en oxygène	125 mg/l	30 mg/l
Hydrocarbures	10 mg/l	< à 100 µg/l

Type de suites proposées : Sans suite